

Julien Leroux
Revue encyclopédique, Octobre-Décembre 1833

DU SALAIRE.

(Quatrième et cinquième leçons du Cours de Marseille*.)

Par suite des progrès de tous genres et des révolutions politiques accomplies dans le sein de la nation française depuis un laps de temps très peu considérable, une cinquantaine d'années environ, il se trouve que la question du salaire, qui nous occupe en ce moment, ne peut en aucune manière se poser chez nous dans les termes où elle est naturellement posée chez nos voisins les Anglais. La France a sa vie propre, qui ne ressemble à au-

* Toutes les leçons qui composent ce Cours ont été recueillies par le journal de Marseille *le Peuple Souverain* (mois de mars et d'avril 1834).

cune de celles des nations qui l'entourent ; les phénomènes qui se passent en elle lui appartiennent, et ne se reproduisent en Angleterre, en Allemagne, en Italie, partout, qu'en revêtant des formes moins pures, plus altérées, et différentes encore pour chacune de ces nations diverses. Dans la révolution de juillet 1850, on a voulu voir le pendant de la révolution anglaise de 1688 : c'est là, pour un homme d'état, pour un historien, une grave erreur. Dans cette voie incessamment ouverte de la civilisation, les nations qui s'y pressent et qui la parcourent ont une force locomotrice incessante, différente pour chacune d'elles, et toujours harmonique à leur génie propre, à leur nature particulière. La France les devance toutes, et là où l'Angleterre se traîne lentement, donnant à ses enfans des richesses énormes et d'énormes misères, la France, au contraire, se précipite, emportant avec elle ses nombreux enfans, plaçant dans leur cœur la croyance vivifiante d'un éternel et progressif mouvement social, et répandant sur leurs têtes la fortune d'une manière moins inégale, moins injuste.

Ainsi, quand elle brisa le triple joug d'une noblesse sans force et sans vertu, mais onéreuse ; d'une royauté décrépite, dont la puissance ne pouvait être désormais que l'apanage de maîtresses ou de courtisans ; d'une organisation religieuse, depuis longtemps impure, superstitieuse, et cependant tachée encore par les actes immoraux et scandaleux de ses ministres ; ainsi, dis-je, quand elle brisa ce triple joug, la France se hâta de proclamer, par un décret de la Convention, que *l'État doit à chacun de ses membres ce qui est nécessaire à la vie.*

Ce principe, Messieurs, faisait parcourir à la France, en quelques heures seulement, un espace immense. La veille encore, esclave et meurtrie d'*institutions féodales* en lambeaux, elle se trouvait le lendemain débarrassée complètement de ces *institutions bourgeoises, aristocratiques et commerciales* que certains publicistes de cette époque admiraient tant en Angleterre, et que

tant d'hommes ambitieux ou aveuglés essaient aujourd'hui de maintenir sur le sol de notre patrie, qui n'en veut pas.

Ce principe établissait au sein de notre France un ordre social qui ne s'est point encore montré chez aucun peuple. Le règne de la liberté et de l'égalité en était la conséquence immédiate ; car ce principe proscrivait complètement l'exploitation de l'homme par l'homme : il détruisait donc le salaire et la bourgeoisie.

Cet ordre social ne fut point atteint, vous le savez ; la Convention, si audacieuse en ses formules, faillit en leur réalisation, et toute son énergie active se tourna vers un seul but, sauver la France et sa fortune de l'invasion étrangère. Gloire à elle ! ce but fut accompli ; et dans la lutte sanglante qu'il lui fallut soutenir, la mémoire d'un grand nombre de ses membres, suivant l'énergique pensée de Danton, disparut hideuse, mais la France ne fut point envahie.

La Convention avait en sa puissance tous les biens du clergé et de la noblesse ; elle ne sut point en profiter. Après leur avoir donné le nom de *biens nationaux*, elle se hâta de les inféoder au premier venu, aliénant ainsi la part du pauvre et livrant au caprice, à l'ignorance individuelle, la fortune publique, désormais soumise à la concurrence et ne relevant que d'elle. Ignorante, ou plutôt trompée par une fausse théorie économique et par l'exemple de ce qu'on appelait alors l'état prospère du commerce et de l'industrie que lui offrait l'Angleterre, elle ne comprit donc pas que tout abandon des sources de la richesse des nations aux mains des individus était contraire à la réalisation du principe social qu'elle avait émis ; elle ne vit pas qu'il entraînait comme conséquences fatales la création, sur un sol de liberté et d'égalité de trois classes distinctes, les ouvriers, les maîtres et les propriétaires, avec l'introduction de principes immoraux et égoïstes. C'en était trop pour qu'elle pût vivre long-temps ; et ses efforts, ainsi privés d'unité, militant, les uns pour un ordre social où

devaient régner la liberté, l'égalité, une seule classe ; les autres pour un ordre social où devaient, au contraire, régner l'esclavage, l'injustice, trois classes ; ces efforts devaient aboutir en définitive à l'adoption de l'un ou de l'autre de ces ordres sociaux.

L'ordre social qui prévalut fut celui de l'esclavage, de l'injustice, et de trois classes. Le règne de Napoléon et les quinze années de la restauration s'y reposèrent mollement ; et c'est ce qui vous explique l'immoral oubli des principes proclamés par nos pères à la face du ciel, l'adoption des théories économiques de l'Angleterre, et la promulgation présente de ce système étrange qu'on appelle doctrinarisme.

Mais la France va vite dans cette voie mystérieuse de la civilisation ; elle use rapidement ces ordres sociaux qui tiennent enchaînés pendant des siècles les autres nations. Peu s'en est fallu qu'elle n'échappât complètement à ces institutions bourgeoises, aristocratiques et commerciales, qui s'emparèrent d'elle en vertu et en dépit, tout à la fois, des efforts de la Convention. Cette Convention, aidée puissamment par les circonstances, avait bien débuté ; il est fâcheux qu'elle n'ait vu dans les propriétés nationales qu'un moyen de battre monnaie. Peut-être eût-il été possible d'éviter ces deux interrègnes de l'empire et de la restauration.

Quoi qu'il en soit, juillet nous a replacés dans la route qui a devant elle un ordre social nouveau où doivent régner la liberté, l'égalité, et l'unité des classes. Il faut avoir conscience de cela, afin d'éviter des rechutes fâcheuses ou des écarts analogues à ceux de nos pères.

Dès lors vous devez comprendre les énormes changemens qui doivent avoir lieu dans la position de la question du salaire. Cependant je vais essayer de vous les esquisser à grands traits avant d'aborder le fond même de la question.

Qu'était-ce que cette question pour les disciples de Smith, qui importèrent en France sa théorie tout anglaise ?

Elle consistait en trois choses :

1° La constatation de trois classes au sein de la société, et la définition pure et simple du mot *salaire*, telle que peut la donner un dictionnaire de la langue.

2° La description analytique des causes qui règlent ce salaire, causes qui toutes tendent à le faire diminuer, et par conséquent tendent à augmenter la misère et les douleurs du peuple.

3° La prescription, aux classes pauvres, de certains principes, dont l'observation rigoureuse avait pour effet de substituer uniquement une douleur *réelle* et d'un certain genre à la place d'une douleur *probable* et d'un genre différent. Les conséquences prétendues morales du livre de Malthus se résument toutes en ce peu de mots.

Voilà ce qu'était la question du salaire, pour les économistes, sous la restauration; voilà ce qu'elle est encore pour les esprits les plus avancés de l'Angleterre.

Mais aujourd'hui elle n'est plus cela en France, et même, comme je vous l'ai fait voir tout-à-l'heure, si elle l'a été, cela tient à des circonstances matérielles ou secondaires; car, en 95, cette fameuse déclaration des Droits de l'Homme, la dominante de toute la hauteur des facultés intellectuelles sur les facultés physiques, la posait en des termes bien différents.

Il y a plus, c'est que ce principe, que *la société doit à chacun de ses membres ce qui est nécessaire à la vie*, était une traduction d'un principe économique plus audacieusement encore formulé, que le médecin Quesnay avait mis au jour vers le milieu du XVIII^e siècle, quelques années avant la publication du livre de Smith, et qui donna naissance à une doctrine scientifique assez puissante, que vous connaissez de nom. « Le droit naturel de l'homme, écrivait Quesnay, est le droit que l'homme a aux choses propres à sa jouissance; ce droit est fondé sur cette condition impérieuse de notre nature par laquelle nous sommes chargés de notre conservation, sous peine de souffrance

» et de mort. » Et plus loin il définissait ce droit et le limitait, en se servant de l'image suivante : « Le droit naturel de l'homme se réduit, dans la réalité, à la portion qu'il peut se procurer par son travail; car son droit à tout est semblable au droit de chaque hirondelle à tous les moucherons qui voltigent dans l'air, mais qui, dans la réalité, se borne à ceux qu'elle peut saisir par son travail ou ses recherches ordonnées par le besoin. »

Quesnay a commis des erreurs, et des erreurs graves, cela est incontestable; mais ce qui ne l'est pas moins, et ce qui cependant est généralement méconnu, c'est la supériorité de ses aperçus philosophiques sur ceux d'Adam Smith, son heureux rival. Cette définition qu'il donne du droit de l'homme est celle de la nouvelle science économique; son exemple de l'hirondelle est parfaitement senti et juste.

Toutes ces idées, que vainement on chercherait aussi nettement formulées, et partant aussi fécondes, dans les livres des autres nations, constituent donc la supériorité de notre patrie sur elles toutes; et posent le salaire en des termes qui leur sont encore inconnus. Ces termes les voici :

1° Connaître le présent;

et comme conséquences :

2° Distinguer les causes constitutives de ce qui fait le caractère propre de ce présent;

3° Distinguer les causes constitutives des changemens qui devront s'opérer par la suite des âges et des efforts de l'homme pour améliorer son existence;

en d'autres termes :

Connaissant la nature trinaire de la société actuelle et la nature des causes constitutives de ces trois classes, trouver en ces natures les moyens d'arriver à un état de société où règneront tout à la fois l'égalité, la liberté, et l'unité. Ainsi, vous le voyez, il ne s'agit plus de regarder le salaire

comme une arche sainte de la société et du bonheur de l'homme ; il ne s'agit plus de verser des larmes hypocrites sur les douleurs qu'impose aux dix-neuf vingtièmes de l'humanité cette prétendue nécessité constitutive de la civilisation ; il faut trouver, par la science et par l'amour de tous, l'issue de ce présent à un futur meilleur. Il n'est plus question d'outrager la nature humaine et la Divinité par des conseils et des lois adressés au peuple, lois et conseils basés uniquement sur la mutilation et l'abnégation volontaires ou forcées ; il faut trouver les moyens qui permettront au peuple de s'asseoir près des privilégiés, à côté de ce vingtième qui jouit en égoïste des délices de la vie humaine, et qui tremble dès qu'il entend autour de lui les dix-neuf autres vingtièmes se plaindre et chercher les moyens de parvenir à la place où il se trouve ; comme si chaque nouvel arrivant sorti du sein du peuple n'apportait pas avec lui ce qui lui est nécessaire, comme si ses jouissances allaient se trouver partagées !

Ce problème ainsi posé est digne de la France. En 95, elle essaya de le résoudre ; la science n'était point faite, les esprits pas assez mûrs ; elle y succomba. Aujourd'hui l'expérience de quarante années ne peut être perdue pour elle ; juillet 1850 lui a redonné l'initiative en brisant un trône qui n'avait d'autre soutien que l'appui des trônes étrangers ; elle marche donc, en dépit de quelques hommes, dans cette voie d'affranchissement et d'unité ; elle marche à pas de géant vers la solution de ce problème ; et quand elle y sera parvenue, elle sèmera cette solution bienfaisante sur la surface du monde entier, comme jadis elle sema sur le sol de l'Europe les germes de l'égalité, de la liberté, et de la fraternité humaine.

Voilà donc le problème tel qu'il doit être posé : « Il y a dans la société trois classes ; il faut trouver les lois morales, politiques et économiques à l'aide desquelles, sans rompre violemment avec l'état présent des choses (ce qui entraînerait des souffrances inouïes et dont peut-être on peut se dispenser), »

» on puisse toutefois s'écarter de cet état présent pour marcher
 » vers un ordre social qui ne comptera plus en son sein qu'une
 » seule classe. » Si j'insiste tant sur la manière dont on doit po-
 ser le problème, c'est que, vous le savez, une question bien po-
 sée est à moitié jugée.

Sous ce rapport, je sais que la plupart d'entre vous peuvent
 me contester les termes dans lesquels je pose ce problème. Tous
 ceux qui croient à l'immobilité des phénomènes du présent, tous
 ceux qui ne peuvent concevoir une société sans le triple concours
 de *propriétaires*, pour prêter des capitaux et vivre de leurs ren-
 tes dans une constante oisiveté ; de *maîtres*, qui louent ces ca-
 pitaux et se livrent à la concurrence, source d'immoralité, d'in-
 famies et de douleurs pour le plus grand nombre d'entre eux ;
 et d'*ouvriers*, enfin, pour disputer aux créations inertes de la
 mécanique et de la science le travail que leur donne l'emploi de
 ces capitaux ; ceux-là, dis-je, doivent nier que tels soient les ter-
 mes du problème que nous cherchons à résoudre. Il y a plus, s'ils
 veulent être conséquens à cette idée toute gratuite qu'ils se font
 d'une société, en économie politique ils arriveront précisément
 aux conclusions des disciples de Smith : ils poseront le problème
 du salaire précisément dans les mêmes termes que ceux-ci l'ont
 posé, et ne pourront, pas plus que ceux-ci, le résoudre d'une
 manière satisfaisante pour tout esprit logique, et conforme aux
 sentimens d'égalité, de liberté et de fraternité humaine, pro-
 fondément gravés au fond de tous les cœurs. Pour le moment,
 qu'ils acceptent donc, qu'ils croient sur parole cette position du
 problème ; dans la suite, cela leur sera prouvé jusqu'à l'évi-
 dence.

Et d'ailleurs observons le présent ; et, l'esprit dégagé de
 toute passion, de toute idée préconçue, cherchons les véritables
 causes de la misère du peuple. Peut-être cette étude nous con-
 duira-t-elle à des résultats nouveaux. Il ne faut pas toujours
 croire à la vérité des jugemens de nos pères : il est bon quelque-

fois de refaire les analyses et les recherches auxquelles jadis ils se sont livrés; dans certains cas, et celui-ci en est un, c'est un devoir. Smith et ses disciples ont fait cette analyse du présent, ils le disent du moins : eh bien ! assurons-nous s'ils l'ont bien faite, et s'ils en ont tiré toutes les conséquences et tout le fruit qu'ils devaient en tirer.

Mais, avant de refaire ce que ces économistes habiles ont fait, il faut que je limite, dans le temps et l'espace, le terrain où se passeront toutes nos investigations. Vous le savez, le reproche le plus grand que j'aie fait jusqu'ici aux savans qui tour à tour ont créé des théories économiques, c'a été justement d'avoir confondu les époques et les civilisations, de n'avoir pas eu conscience des différences et des changemens que le temps et la situation topographique devaient nécessairement établir entre les nations vivant à une même époque, ou amener dans le sein d'une même nation considérée à des époques différentes. Cette erreur les a tous éloignés, ai-je dit, de la science véritable; leurs travaux, explicatifs des phénomènes divers de leurs époques respectives, ne pouvaient aboutir à autre chose qu'à la création de systèmes plus ou moins éphémères, mais toujours expressions incomplètes de la science.

C'est donc la France que nous étudions, et la France d'aujourd'hui. Notre analyse ne peut s'appliquer qu'à elle; transportée sur le sol d'Angleterre, elle serait incomplète; sur le sol de la Russie, elle serait ridicule.

En France donc, et aujourd'hui, l'état social nous présente l'existence patente, reconnue, de trois classes parfaitement séparées, distinctes : la première se compose d'hommes qui ont entre leurs mains, par des causes que nous apprécierons plus tard, à titre de propriété, ce que les disciples de Smith appellent *capital*, et ce que nous appelons, nous, d'une manière plus claire et plus compréhensive, *instrumens de travail*; la seconde se compose d'hommes qui ont entre leurs mains, par des causes

que nous apprécierons également plus tard, à titre de loyer, ces mêmes *instrumens de travail*; enfin, la troisième se compose d'hommes qui ont entre leurs mains, par des causes que nous apprécierons encore plus tard, à titre de prêt ou d'usage, ces *instrumens de travail, éternellement et invariablement les mêmes* pour les trois classes.

Car qu'est-ce, en effet, que ce qui se passe en une industrie quelconque? N'est-ce point une valeur nulle pour le *propriétaire* ou le *capitaliste* que la propriété d'un *instrument de travail quelconque*, terre, usine ou vaisseau, s'il ne peut s'en servir pour lui-même, ou le vendre, ou le louer? N'est-ce point également une valeur nulle pour le *bourgeois* ou le *maître*, que la propriété de cet *instrument de travail* que lui concède la location qu'il en a faite, s'il ne peut s'en servir pour lui-même ou en résilier la jouissance? N'en est-il point absolument de même quant à l'ouvrier? D'où il faut conclure que la mise en œuvre, la mise en action de l'instrument de travail que possèdent, à titre de propriété le *capitaliste*, à titre de location le *maître*, et en dernier lieu, à titre de prêt ou d'usage, l'ouvrier, repose tout entière, en définitive, sur ce dernier, c'est-à-dire sur l'ouvrier.

Et qu'est-ce donc que ces *instrumens de travail*? Quoi! ne le savez-vous pas? Que sont-ils autre chose que les sources mêmes où s'alimente et s'abreuve sans cesse la vie de l'homme? c'est la terre, c'est le vaisseau, c'est l'air; c'est l'exercice des facultés humaines, c'est l'art, c'est la science, c'est tout.

L'*instrument de travail* ou la *source d'un produit*, expressions différentes d'une seule et même chose, dans l'état actuel de la société, se trouve donc stérile dans les mains du *propriétaire* et du *maître*; il ne devient fertile què dans celles de l'ouvrier.

Mais cette diversité successive établie dans la propriété d'un seul et même instrument de travail, dans l'usage d'une seule et même source de richesses, n'a-t-elle aucune influence sur cette fertilité? En d'autres termes, l'ouvrier peut-il exploiter cette

source de richesses comme il l'entend? peut-il en tirer tout ce que comporte la nature même de cette source?

Il est facile de répondre au premier abord, Non; car nous savons tous que si cela était, le peuple n'aurait point à souffrir: les ouvriers de Lyon, par exemple, auraient certainement des chemises, des vêtements convenables et les alimens nécessaires, eux qui fabriquent ces riches et admirables tissus de soie que consomment seules les classes les plus riches de la société. Mais le détail, l'analyse du pourquoi cela n'est pas, voilà ce qui n'a pas été fait, et voilà justement ce qui peut nous conduire à la solution du problème que nous poursuivons, problème qui, posé dans les termes dans lesquels nous l'avons exprimé, se trouve être celui du siècle, le même que l'humanité a toujours eu, mais diversement formulé aux époques successives et diverses de son développement.

Pourquoi donc cela n'est-il pas? pourquoi ces sources de toutes les richesses humaines, possédées par les propriétaires, louées par les maîtres, prêtées aux ouvriers, ne donnent-elles pas à la nation française, qui les possède, ce qu'il leur serait si facile de donner pour satisfaire les innombrables et nombreux besoins des ouvriers, des maîtres et des propriétaires, c'est-à-dire pour satisfaire complètement à la vie de tous les Français?

Analysons, observons, car notre science ne peut résulter que de l'analyse et de l'observation.

Un propriétaire ne loue son instrument de travail qu'à la condition que cet instrument de travail sera mis en œuvre: le loyer de cet instrument n'est même, en définitive, qu'une dîme que son propriétaire prélève sur la production de cet instrument. Que cette dîme, au lieu d'être en nature, soit en argent monnoyé, qu'importe? Ce n'est là qu'un résultat secondaire de la civilisation plus avancée de notre époque; mais la rente du propriétaire n'est, encore une fois, qu'une véritable dîme de récolte, qu'il prélève un peu plus tard seulement, quand celui à qui il a loué

l'instrument de travail se trouve avoir échangé cette récolte contre de l'argent.

Un maître ne loue un instrument de travail que pour le mettre en œuvre, espérant, en cette mise en œuvre, trouver aussi sa dîme, qui lui servira pour satisfaire les besoins de son existence.

Enfin, l'ouvrier ne peut vivre que si cet instrument de travail nécessite la location de ses bras par le maître pour le mettre en œuvre.

Voilà les rapports qui existent entre ces trois classes de la société. Apprécions davantage les résultats de tous genres de ces rapports.

Si le propriétaire prélève sur les produits de son instrument de travail une *dîme* équivalente à la totalité de ces produits, vous le voyez, le *maître* ne peut vivre aucunement; et si, par des causes purement chimériques, ce *maître* existait néanmoins, à quoi lui servirait sa mise en activité de l'instrument? que lui rapporterait-elle? rien; ne ferait-il pas mieux, en ce cas, de se reposer?

Si cette *dîme* prélevée par le propriétaire est équivalente à la totalité des produits de la mise en œuvre de son instrument de travail, moins la part nécessaire à la vie du *maître*, dans ce cas seulement le *maître* peut trouver du profit, et doit louer.

Or, la première supposition que nous venons de faire est, comme vous l'avez vu, négatrice d'un état de société quelconque; mais la seconde, au contraire, renferme en elle la source de plusieurs formules sociales, suivant que la part réservée au metteur en œuvre de l'instrument par le propriétaire satisfait plus ou moins à tous les besoins de ce metteur en œuvre, qui, après tout, est un homme comme le propriétaire.

Ainsi, dans un premier cas, cette part peut être excessivement minime, insuffisante à la vie humaine en son unité; dès lors, pour que le propriétaire ait, à cette condition, un metteur en

œuvre de son instrument, il devra avoir recours à la force, à la violence. L'état social fondé sur un pareil état de choses sera, dans l'apogée de son développement et de sa gloire, celui de la Grèce et de Rome; il y aura des hommes libres et des hommes esclaves.

Un second cas vous donnera pour état social la féodalité, c'est-à-dire des seigneurs et des prêtres, hommes libres, et des serfs, hommes attachés à la glèbe.

Un troisième cas, et c'est celui qui règne en ce moment, présentera pour la part du maître la *certitude* d'une quantité de produits à peine suffisants pour entretenir la vie de ce maître; mais aussi il aura de très grandes chances pour que cette part soit augmentée et surpasse même celle du propriétaire.

Quelles sont ces *chances*? En quoi résident-elles?

Oh! elles sont nombreuses; les nommer toutes est une œuvre difficile; qu'il vous suffise de savoir en ce moment que parmi elles se trouvent en première ligne le mensonge, l'erreur et l'infamie.

D'ailleurs, leur action est la même; elle est celle-ci: 1° *Diminuer les frais de production*, soit en les diminuant réellement, soit en augmentant la puissance productive de l'instrument de travail, et 2° *augmenter le prix des denrées*.

Ce n'est que par ces deux moyens que les maîtres essaient de satisfaire à la loi de leur être; loi dont l'expression finale est la complète satisfaction de tous leurs besoins moraux, intellectuels et physiques.

Prenons un exemple. Voilà un propriétaire qui loue 50,000 fr. une terre qui en rapporte 62,000 (je ne tiens nul compte, vous le voyez, de l'exacritude); il y aura, je le suppose, 10,000 fr. pour frais de culture, et 2,000 fr. seulement pour le fermier. C'est bien peu; et si le propriétaire dépense 30,000 fr., le fermier peut bien prétendre à pouvoir en dépenser 40,000. Le fermier naturellement tend à ce que cette réflexion que nous faisons soit une réalité; pour cela, il agira et sur les frais de

culture, qu'il diminuera, s'il est possible, en diminuant le salaire de ses ouvriers ou en supprimant le travail de quelques uns d'entre eux; et sur la force productive de la terre, qu'il augmentera par des innovations agricoles, si cela est également possible; et enfin, s'il survient une disette, ou la possibilité d'une ruse ou d'une supercherie, il en profitera pour vendre cher les produits qu'il aura récoltés. Par ces trois moyens, habilement ménagés et employés, il pourra se faire que la terre qui ne rapportait que 62,000 fr., et qui, à cause de cela, lui était louée seulement 50,000 fr., en rapporte 80,000 et lui donne une dîme, une part égale à 52,000 fr., en supposant que les réductions obtenues sur les frais de production ne s'élèvent qu'à 2,000 fr.

Cet exemple est mal choisi : l'industrie agricole est fort peu favorable, sous ce rapport; mais il n'est pas rare de rencontrer ce cas dans les deux autres industries, l'industrie commerciale et l'industrie manufacturière.

Mais poursuivons notre analyse.

Diminuer les frais de production et augmenter le prix des denrées, voilà les deux grands moyens qui sont en la puissance des *maîtres* pour arriver à la fortune. Il n'est point nécessaire, je crois, de vous définir ce mot; vous savez ce qu'il signifie dans ma bouche : la complète satisfaction des besoins de la vie humaine. Malheureusement cela est encore impossible; et c'est ce qui justifie ce vieux proverbe, où ce même mot est pris dans l'acceptation de richesse, d'argent : « La fortune ne fait pas le bonheur. »

Diminuer les frais de production. Qui est-ce que cela attaque, je vous le demande? Sont-ce les propriétaires? pas le moins du monde. Si les produits se vendent aux prix accoutumés, cela ne leur ôte ni ne leur donne une obole; si, au contraire, ces produits se vendent à des prix plus bas, il en résulte pour eux une réelle augmentation de richesse.

Mais il n'en est point de même quant à la classe inférieure, celle des ouvriers : diminuer les frais de production, c'est leur

enlever une quantité plus ou moins grande de travail, et cette perte entraîne, comme conséquence fatale, une diminution dans le salaire du travail qui ne leur est point encore arrivé.

Cette diminution dans les frais de production a-t-elle des bornes infranchissables? Ces bornes sont uniquement dans notre ignorance et dans notre faiblesse; c'est vous dire assez qu'elles reculent sans cesse, et que notre esprit ne peut entrevoir le point où elles s'arrêteront. Il n'y a donc pas de remède à enseigner à la classe ouvrière pour se garer des ravages de ce fléau; il n'y en a qu'un seul, celui de cesser de lutter vainement contre lui, et de venir s'asseoir près des propriétaires que ce fléau respecte et qu'il enrichit.

Le second moyen consiste en l'augmentation du prix des denrées. Qui attaque-t-il? Certes, il attaque directement les propriétaires, qui ne peuvent plus se procurer pour la même somme la même quantité ou qualité de produits. Mais les prolétaires en sont-ils exceptés? Bien au contraire; le résultat de cette augmentation se traduit encore pour la classe inférieure en diminution de travail, et partant diminution de salaire. Y a-t-il un remède contre ce nouveau fléau qui frappe à la fois, au profit de la classe des maîtres, les deux autres classes de la société? Oui, et ce remède est la concurrence illimitée, la liberté entière du commerce et de l'industrie.

Mais, hélas! ce remède ne guérit que les maux d'une seule classe, la classe des propriétaires; il augmente encore ceux qui pèsent sur les ouvriers, et en crée de fatals et de profonds pour la classe des maîtres. Il est pour celle-ci ce qu'est la diminution des frais de production pour la classe ouvrière.

Ainsi toujours nous apparaissent, immobiles et sereins, vivant d'une vie pleine de délices, ne souffrant que des douleurs dont les causes immédiates sont en eux, affranchis de toutes celles que suscite contre l'homme une nature rebelle, ces hommes, ces propriétaires, qui possèdent à titre de propriété des instrumens de

travail dont ils ne connaissent souvent que le nom ou la valeur en argent. Certes, leur vie a quelque chose de grand et de puissant. Ils ont de viles passions pour la plupart; leurs jours s'écoulent dans l'inutile oisiveté ou la débauche hideuse; ils ne sont point ce qu'ils devraient être; mais combien est belle la place qu'ils occupent au milieu des êtres! Délivrés de tout souci, n'ayant point à labourer le sol pour en récolter les fruits, à sillonner les mers, à braver les tempêtes pour amasser près d'eux les richesses lointaines, n'ayant point à travailler péniblement au cœur des usines et des fabriques pour en obtenir les produits, ils semblent être autant de génies ayant à leur disposition les forces occultes de la nature. Qu'ils forment un souhait, et soudain il sera accompli. Pour eux, le *désir* est le *travail*; et quand ce désir vient à leur manquer, souvent ils tombent dans une sombre mélancolie qui creuse leur visage et le rend pâle; souvent une pensée de mort leur vient à l'esprit, et souvent ils l'accomplissent; ainsi fait le patyre, quand le *travail manuel* s'éloigne trop long-temps de lui!

Oh! que cette place est belle! comme elle permet à l'homme de grandir et de se développer! Plus de ces rudes travaux qui vous atrophient le corps, l'âme et le cœur, qui vous rendent esclave des forces brutales de la nature, qui font de l'homme un animal de fort peu supérieur au reste des animaux. Liberté, liberté pleine et entière! L'homme peut enfin vivre de sa vie; il peut développer harmoniquement son intelligence, sa force et son désir, sans être obligé, comme jadis, de sacrifier l'une ou l'autre de ces facultés pour un développement anormal de celles d'entre elles destinées à entretenir en lui le souffle de la vie.

Mais les *propriétaires* profitent peu, en ce sens, de cette place qu'ils ont, et même, à certains égards, ils ne le peuvent faire. Il y a toujours du sang sur toutes ces richesses que leurs désirs évoquent; toujours une odeur s'exhale de ces riches tissus, de ces produits admirables. Ce sang, cette odeur, rappellent aux riches,

sans qu'ils en aient conscience, les douleurs et les misères de ces deux classes qui s'agitent à leurs pieds, et ces souvenirs troublent en eux la jouissance. Leurs efforts sont inutiles pour éloigner de leurs yeux ce triste spectacle des maîtres livrés aux chances ignominieuses de la concurrence, et des ouvriers mourant de faim ou de maladie; partout et toujours les gémissements du maître qui se suicide, les plaintes des malheureux, trouvent une secrète issue et s'infiltrant en leurs cœurs : ne sont-ils pas hommes avant d'être riches?

C'est donc en vain qu'ils veulent rejeter loin d'eux cette inspection consciencieuse des misères du peuple; c'est en vain qu'ils veulent nier l'opportunité de l'examen du problème dont nous nous occupons. Qu'ils nous blâment, qu'ils nous accusent de vouloir renverser ce qui existe; qu'ils vantent, s'ils le veulent, la beauté de l'ordre social actuel et son éternelle nécessité, que nous importe? laissons-les dire. Ne sont-ce point là toutes paroles d'un malade qui ne veut pas guérir, craignant les effets passagers des prescriptions du médecin, redoutant le dégoût d'une boisson amère ou la piqure d'une immonde et glissante sangsue?

Mais je n'ai point fini d'exposer les conséquences qu'entraîne cette diversité successive établie dans la *propriété d'un seul et même* instrument de travail, dans l'*usage d'une seule et même* source de richesses. Le temps me presse, et je ne puis que vous indiquer ici ce que je prouverai dans une lecture prochaine.

Ces trois espèces de possessions de l'instrument de travail, sur lesquelles s'élève orgueilleusement l'ordre social actuel, donnent fatalement aux trois classes une vie différente pour chacune d'elles. Le propriétaire, par sa position sociale, est le dispensateur des choses à produire. Il dit au maître : *Je veux cela*, et le maître se hâte de le lui donner; car ce n'est qu'à cette condition que ce maître possède passagèrement en ses mains un instrument qui lui donne à lui-même la possibilité de vivre. A son tour, le maître, qui veut améliorer son existence, la rendre moins précaire,

s'adresse à l'ouvrier, et lui dit : *Je veux cela*. L'ouvrier se hâte de labourer la terre, de tisser la soie, de ployer la voile ou de la tendre aux vents ; il se hâte de faire ce que le maître veut, de lui donner ce qu'il désire ; car sans cela, au sein de cette nature féconde, il mourrait de faim. Là s'arrête cette transmission de la parole du propriétaire ; l'ouvrier ne peut dire à son tour : *Je veux cela* ; il ne peut améliorer son sort ; car les instrumens à l'aide desquels il produit ne lui appartiennent ni à titre de *location*, ni à titre de *propriété* ; ils ne lui sont que *prêtés*.

Élevez cet exemple, par la pensée, aux proportions sociales : que le propriétaire devienne pour vous les propriétaires, que le maître devienne également les maîtres, l'ouvrier les ouvriers ; puis livrez tout cela à l'individualisme, au souffle impur de la concurrence, et voyez grandir les malheurs des maîtres, les misères des ouvriers. La classe des propriétaires elle-même se trouve atteinte dans ses jouissances par un trouble moral dont elle ne se rend pas compte. Elle demande des produits à consommer, et soudain elle voit à ses pieds une foule immense qui se rue. Du sein de cette foule où tant de forces se perdent, s'échappent des cris de douleur qui lui font mal, des imprécations qui la font trembler, des paroles envieuses qui lui font craindre le vol. Elle garde son or, elle a peur, elle ne veut plus se livrer, en face de cette foule furieuse, à la consommation splendide à laquelle ses pères l'avaient habituée ; et soudain les cris recommencent, les imprécations, les paroles envieuses redoublent. D'où vient cela ? Pauvres propriétaires, vous tremblez, et vous avez raison ! Vous livrez-vous à des dépenses fastueuses, affichez-vous le luxe le plus effréné, ouvriers et maîtres vous regardent d'un oeil d'envie, et des cris d'indignation s'échappent des poitrines du peuple. Vivez-vous, au contraire, d'une vie simple et modeste ; l'envie et l'indignation augmentent jusqu'à la fureur. Que faire ? que devenir ? Les lois sont impuissantes : elles contiennent un moment des individus isolés, mais un peu-

ple ! Pourquoi ce peuple est-il donc ainsi déchainé contre vous ? que lui avez-vous fait ? Vous ne lui avez rien fait, et vous êtes innocens ; mais prenez garde de devenir coupables en gênant sciemment la marche du siècle, qui veut affranchir le peuple de ses douleurs en renversant les causes : souvenez-vous des résistances opiniâtres des nobles, des prêtres et de la royauté aux exigences du siècle ; souvenez-vous de la tentative dernière de Charles X. Le peuple n'a plus affaire à tout cela, mort pour toujours ; il a besoin d'un changement dans la constitution de la propriété. Ce changement vous est favorable ; il vous affranchit de vos craintes et de vos douleurs morales ; il donne un libre essor à vos goûts, à vos penchans, à vos désirs, en les satisfaisant tous : prenez donc garde de vous méprendre sur sa nature ; prenez garde de lui opposer une coupable et impuissante résistance.

Un homme dont vous admirez le génie écrivait, dans le siècle dernier, ces paroles énergiques : *Les riches doivent nourrir les pauvres, ou les pauvres mangeront les riches.* Telle n'est pas la solution de notre époque ; mais telle est celle qu'il faut admettre en conservant ces trois genres de possession. Riches, il faut choisir entre ces deux solutions : *changer la constitution de la propriété, ou nourrir les pauvres.* Mais n'allez pas croire que *nourrir les pauvres* soit chose facile et peu chère. Nous ne sommes point en Espagne ou en Italie, notre religion n'est pas une religion basée sur l'abstinence et la modération ; nous sommes en France, et ce mot dit tout. *Nourrir les pauvres*, c'est les nourrir physiquement, intellectuellement, moralement, chacun selon sa nature ; c'est satisfaire complètement à tous leurs besoins, c'est les élever jusqu'à vous, c'est en faire vos égaux. Gardez donc vos instrumens de travail si cela vous fait plaisir, mais faites-leur produire tout ce qu'ils peuvent donner, afin de satisfaire aux immenses besoins des pauvres. Cette solution de J.-J. Rousseau ressemble terriblement, vous le voyez, à celle que le siècle formule en ces mots : *changer la constitution de la propriété.*

§ II.

Smith et ses disciples ont bien admis dans la société l'existence de ces trois classes que nous avons désignées, d'après eux, sous les noms de *propriétaires*, de *maîtres*, et d'*ouvriers*. Ils en avaient besoin pour *connaître* ou *décrire* (ce qui, dans leur théorie, est une seule et même chose) certains phénomènes économiques; mais en ont-ils également tenu compte dans leur étude de certains autres phénomènes?

Tant qu'ils se sont occupés des capitaux et de leurs services productifs, du salaire, de la rente, des fermages, des banques, des impôts, etc., ils ont dit : Il y a trois classes; — mais ces trois classes ont disparu dès qu'il s'est agi, d'une manière un peu générale, de la *production*. Ont-ils eu raison, ont-ils eu tort? Cette distinction est-elle sans importance quant à ce sujet nouveau d'études? C'est ce que nous allons dire.

Qu'est-ce que la *production*? c'est la *masse des choses produites*. Mais une *chose produite* suppose toujours une *chose qui la produit*, et cette chose qui produit est ce que nous appelons *instrumens de travail*, *force productive*. La *production*, qui n'est que la *masse des choses produites*, suppose donc un *ensemble de forces productives*. Or nous avons vu que cette organisation de la société en trois classes limitait en des bornes excessivement restreintes l'exercice de ces forces productives, puisque les deux dernières classes, et surtout celle des *ouvriers*, se trouvaient en proie aux souffrances du dénuement. Si donc l'exercice des forces productives dépend en quelque chose de l'organisation *trinaire* de la société, qu'est-ce à dire, sinon que cette organisation influe sur la *production*? Smith et ses disciples ont donc eu tort quand, dans l'examen de ce phénomène, ils n'ont plus tenu compte de l'existence des trois classes, quand ils se sont payés de ces deux mots : *consommateurs* et *producteurs*.

Ceci est clair ; et si parmi vous il en est encore que mes paroles n'aient point ébranlés dans leur foi profonde en la vérité de l'analyse de cette théorie anglaise, ce fait doit enfin les convaincre.

Qu'ils jettent les yeux autour d'eux, et bientôt ils ne tarderont pas à reconnaître l'existence d'une immense foule qui ne vit que par le salaire qu'elle reçoit en échange de son travail. Cependant cette foule immense, qui, de concert avec les machines, produit toutes choses, souffre en ses besoins les plus infimes, les plus grossiers ; elle qui donne aux riches des vêtements somptueux, une nourriture esquissée, des salons où brillent l'argent et l'or, des palais pour demeures ; elle qui donne tout cela, elle n'a pour nourriture qu'une nourriture insuffisante et grossière, pour vêtements que des haillons, pour demeures que de misérables chambres sans lumière et sans air. Pourquoi cela ? Serait-ce donc que l'ouvrier manque volontairement à ce principe qui domine la vie de tous les êtres, principe de conservation, et qu'il préfère moins de travail et plus de souffrances ? Non, non ! Écoutez-le ; que demande-t-il ? les jouissances du riche ; et, ne pouvant les atteindre, il demande autant de travail que sa nature peut lui permettre d'en faire. Pourquoi donc se repose-t-il précisément alors que la satisfaction de ses besoins ne se trouve point assurée ? Pourquoi cesse-t-il de fabriquer de la toile au moment où il entrevoyait la possibilité d'en acheter pour lui-même ? C'est qu'il ne travaille pas directement pour lui, c'est que les instrumens de travail ne lui sont que prêtés, qu'il doit les laisser silencieux et stériles dès que le maître lui dit : *Je ne vends plus.*

Ainsi l'erreur est grande, elle est grossière, celle que l'école anglaise a formulée par ces mots : *La production est toujours en rapport avec la consommation, toujours elle se trouve réglée par cette dernière.*

Certes, en thèse générale, la consommation, qui est le but de

la production, qui en est la cause efficiente, doit en être également la régulatrice. Je frappe un corps quelconque ; l'impulsion que reçoit ce corps est en rapport avec la force du choc que je lui ai fait éprouver. Mais la consommation ne peut régler la production, qu'à la condition indispensable qu'aucune cause étrangère ne viendra gêner la création de cette production. Car, si cette production n'est pas libre, loin d'être réglée par la consommation, il arrive, au contraire, que cette consommation est réglée par elle.

Or, c'est ce dernier cas que nous présente la société actuelle, et c'est lui qu'Adam Smith et ses disciples ont toujours eu sous les yeux. Les trois classes qui composent cette société sont en réalité les véritables causes régulatrices de la production, et dès lors la production devient à son tour régulatrice de la consommation.

Rappelez-vous cette admirable définition du droit naturel de l'homme, du médecin Quesnay : *C'est le droit que l'homme a aux choses propres à sa jouissance.* Mais ce droit de l'homme, qu'exprime-t-il autre chose que la consommation même de l'homme ? Si donc nous appliquons à la société ce que Quesnay n'applique qu'à l'homme, nous pourrions reproduire ses paroles ainsi modifiées :

« La consommation de la France, qui, comme la consommation de l'homme, est la consommation des choses propres à sa jouissance, se réduit, dans la réalité, à la production qu'elle peut se procurer par son travail ; car son droit à tout (sa consommation) est semblable au droit (à la consommation) de chaque hirondelle à tous les moucherons qui voltigent dans l'air, mais qui, dans la réalité, se borne à ceux qu'elle peut saisir par son travail ou ses recherches ordonnées par le besoin. »

Cette formule a l'avantage d'être plus claire et plus profonde que celle d'Adam Smith, parce qu'elle est plus complète ; elle

laisse facilement entrevoir ce qui peut advenir si, par une cause quelconque (une organisation sociale, par exemple), ce travail, qui procure à la France la *production* des choses auxquelles elle a droit, se trouve restreint, limité. Alors la France est comme l'hirondelle prisonnière, qui n'a plus aucun droit à tous les mouchers qui voltigent dans l'air, qui même n'a plus de droit à ceux que son travail ou ses recherches ordonnées par le besoin pourraient lui faire saisir ; elle languit esclave, dans la misère, et, comme l'hirondelle, mourrait, si la force qui réside en ses membres se trouvait impuissante à détruire cette chaîne qui restreint son travail.

Gardons-nous donc d'imiter Smith et ses disciples en cette analyse du phénomène de la production. N'oublions pas que la nature trinaire de la société le domine, et que dès lors le rapport entre cette production et la consommation doit être d'une certaine nature.

Cherchons quelle est cette nature, épuisons toutes les conséquences de notre analyse.

La classe des propriétaires ne travaille point, elle ne fait point travailler ; elle demande, elle consomme.

La classe des maîtres travaille, elle fait travailler, elle offre ; elle demande et consomme.

Enfin la classe des ouvriers travaille, elle demande et consomme.

Au premier abord, il semble qu'il n'y a pas tant de différence entre ces trois manières d'être des trois classes de la société. En se plaçant à un certain point de vue, les propriétaires mêmes pourront vous apparaître comme travaillant et faisant travailler ; n'ont-ils pas des quittances à signer, des exploits à faire faire, etc., etc. ? Mais en supposant le même nombre et la même qualité des termes, il resterait encore à tenir compte de la valeur différente de ces termes. Méfions-nous des erreurs de mots ; elles échappent facilement, et gâtent les conséquences du principe le plus juste.

La consommation des propriétaires égale et surpasse même les besoins de ces propriétaires ; voilà pourquoi il y a véritablement *luxe*.

Le luxe ne consiste pas, comme on le croit ordinairement, et comme l'ont défini jusqu'à ce jour les économistes, dans l'usage de ce qui n'est point immédiatement nécessaire à la vie de l'homme, d'un superflu, comme on dit. Nous ne connaissons point de limites aux besoins de la vie humaine ; nous ne lui connaissons point de portion congrue au-delà de laquelle tout ce qui s'y ajoute puisse être regardé comme choses indifférentes et retranchables. Une robe de soie est une chose de première nécessité dans l'existence de certaines femmes ; elle leur est aussi nécessaire qu'un morceau de pain pour un pauvre. Retranchez-leur ces vêtements somptueux, et vous altérez la nature de leur vie.

Mais il y a *lux*e véritable dans la possession d'une chose dont on ne se sert pas, ou même dont on fait usage, mais par ostentation, *sans en éprouver le besoin*.

En un mot, tout ce qui sert à la satisfaction d'un *besoin naturel* ne peut être considéré comme chose de luxe ; il n'y a de luxe que ce dont on fait usage sans besoin.

Et puisque nous en sommes sûr sur ce sujet, permettez-moi d'interrompre un moment cette analyse pour repousser une calomnie qui serait infâme si elle n'était *stupide* et *ridicule*.

« Que ferez-vous, dit M. Charles Dupin aux chefs mutualistes de Lyon, que ferez-vous avec vos métiers, quand l'étranger ne voudra plus du tout de vos soieries, maintenues à des prix trop chers par ordre des comités réunis de mutualistes et de ferrandiers ?

« Direz-vous, en désespoir de cause : Hé bien ! il nous restera la confection des soieries pour trente-trois millions de Français ; c'est le plus beau marché du monde.

« Et vous croyez garder ce marché, si les affiliés de vos coalitions établissent leur république en abattant et trône, et liste

civile, et pairie, et grandes fortunes, et même la bourgeoisie!...

» Que fabriquez-vous dans votre ville? Des objets pour le riche? mais le riche doit disparaître sous la faux du populaire. Des tentures pour les palais? mais les palais sont l'horreur de la république. Des ornemens pour les églises? mais les églises et leur culte protecteur de l'ordre sont l'horreur des anarchistes. Des broderies pour les fonctionnaires et des tissus pour les fêtes élégantes d'une opulente classe de la société? mais l'opulence des simples particuliers c'est l'horreur de l'égalité.

» Et vos satins, et vos velours, et vos crêpes, et vos tulles, et vos châles en bourre de soie, c'est la parure de cette bourgeoisie que la république attaque avec acharnement, en lui contestant jusqu'aux droits de propriété.

C'est ainsi que s'exprime l'habile économiste du Conservatoire des arts et métiers! c'est ainsi qu'il comprend ce mouvement populaire vers un avenir de gloire, de liberté et d'égalité! c'est ainsi qu'il résout la question encore pendante entre les fabricans et les ouvriers de Lyon!

Je ne m'abaisserai point à relever ce qu'il dit sur la république; il n'est aucun homme du peuple qui, en s'inspirant de ses seules douleurs, ne puisse lui répondre. Je vous ferai remarquer uniquement cet art admirable, avec lequel M. Dupin distille sciemment le mensonge et la calomnie.

Il sait fort bien que la question de Lyon se résume en ce peu de mots : La Suisse et l'Angleterre produisent des soieries à des prix tels que Lyon ne peut soutenir la concurrence. Les fabricans de cette ville ne peuvent continuer à exercer leur industrie qu'à la condition de vendre à meilleur marché, et cette condition ne peut avoir lieu que si le prix de la main d'œuvre est diminué, ou si les fabricans eux-mêmes diminuent leurs bénéfices. Voilà la question. Si donc il est impossible de diminuer soit la main d'œuvre de l'ouvrier, soit les bénéfices des maîtres, que vient-il nous parler de dispersion de capitaux, de ventes à l'étranger

perdues, etc. ? Que vient-il accuser de tout cela les ouvriers et leurs associations ? Ne sait-il pas que, dans la théorie d'Adam Smith, son maître, ce sont là autant de choses nécessaires, fatales, contre lesquelles il n'est pas de remèdes ? Que les ouvriers s'associent, ils pourront pour quelques momens encore trouver quelque adoucissement ; mais leurs efforts seront inutiles pour conserver à Lyon l'industrie qui les nourrit à peine. Que les maîtres, au contraire, triomphent, qu'ils détruisent les associations, que l'ouvrier soit leur victime, leur esclave, et ce triomphe des maîtres ne peut également conserver à Lyon une industrie dont les produits se livrent à meilleur marché en Suisse et en Angleterre.

Il sait cela, M. Dupin, il le sait, et quand il a dit aux ouvriers pourquoi Lyon perdra le commerce de l'étranger, ce pourquoi si simple, qui consiste en ce que Lyon vend plus cher que l'Angleterre et la Suisse, il l'oublie, son esprit ne le trouve pas à répondre à cette erreur qu'il prête fort gratuitement aux ouvriers : « Hé bien ! il nous restera la confection des soieries pour trente-trois millions de Français ; c'est le plus beau marché du monde. »

Non, fallait-il dire aux ouvriers, non, il ne vous restera pas même ce marché ; car si vous avez le droit de vous associer et de lutter ainsi contre cette diminution fatale de votre salaire, Lyon n'est pas la France, et tout ce qui n'est pas Lyon a le droit de profiter des avantages énormes qui peuvent résulter de la liberté du commerce. Vous ne vendrez pas ou vous vendrez peu à ces trente-trois millions de Français ; car vos prix seront plus élevés que ceux de l'Angleterre ou de la Suisse.

Voilà ce qu'il y avait à dire au sujet des événemens de la seconde ville de France ; mais c'eût été convenir de la nécessité de changer l'ordre social, et M. Charles Dupin a mieux aimé fausser la science et se livrer à une diatribe dégoûtante contre la république. Honte au savant qui fait ainsi de la science métier et marchandise !

Revenons à notre analyse.

Nous voulons connaître *quelle est, dans l'état actuel de la société en France, la cause dont relève la production.*

Smith et ses disciples ont affirmé que cette production ne relevait que de la consommation ; mais ils ont négligé, dans leur analyse des phénomènes, de tenir compte de la nature trinaire de la société, et nous pensons, nous, que cette nature trinaire domine complètement la production, de telle sorte qu'à son tour cette production, loin de relever uniquement de la consommation, domine au contraire cette consommation elle-même.

De cette manière diverse d'envisager une seule et même question, il résulte des conséquences extrêmement différentes. Si nous avons raison, tous les efforts des économistes pour trouver les moyens d'augmenter d'une manière durable la marche ascensionnelle de l'industrie et du commerce se réduisent momentanément à bien peu de chose, à la découverte d'un débouché précaire, et en définitive sont nuls.

Voyons donc quel rôle joue dans la production cette organisation trinaire de la société.

Nous savons sur quoi repose cette division de classes ; nous savons qu'elle repose sur trois natures de possession des instrumens de travail : la *propriété*, la *location*, et le *prêt*. Par suite des mouvemens sociaux, il arrive que des maîtres et des ouvriers possèdent, à titre de propriété même, les instrumens de travail dont ils se servent ; mais cette possession ne change rien quant à leur position sociale : l'amélioration qui en résulte dans le sort de ces maîtres et de ces ouvriers est nulle ou à peu près nulle ; ils ne se servent de cette position avantageuse que pour ruiner leurs concurrens, qui louent ou à qui l'on prête des instrumens de travail semblables. Ainsi nous pouvons, sans craindre d'erreur, raisonner dans cette hypothèse.

Les propriétaires vivent, d'une part, de la production qu'ils achètent avec l'argent provenant de la location ou de la vente

de leurs propriétés; ils ne sont point obligés de travailler pour vivre.

Mais les deux autres classes, chacune à sa manière, sont dans une position bien différente : elles vivent l'une et l'autre sur la production, mais à la condition que le maître aura *vendu*, que l'ouvrier aura *travaillé*.

Ainsi, les *propriétaires* vivent de la production; les *maîtres* et les *ouvriers*, par la production.

Ainsi se trouvent exprimées, par la différence existante entre ces deux particules *de* et *par*, les différences existantes entre la consommation des propriétaires et la consommation des maîtres et des ouvriers.

Si les *maîtres* ne *volent* pas, s'ils ne trouvent pas d'*acheteurs*, ils cessent de travailler et de faire travailler les *ouvriers*.

Si les *ouvriers* cessent leurs travaux, ils cessent d'*acheter*.

Or il faut distinguer ces trois espèces de consommation des trois classes; et, pour nous servir d'expressions consacrées, nous dirons que la consommation des propriétaires et des maîtres, quand leurs affaires vont bien, donne lieu à une industrie que nous appellerons *grande*; que la consommation des ouvriers et des maîtres, quand leurs affaires vont mal, donne lieu à une industrie que nous appellerons, par opposition, *petite*.

Que la production soit considérable ou nulle, qu'importe aux propriétaires? ils trouvent toujours ce qu'il leur faut pour assouvir leurs besoins, leurs désirs, et même leurs caprices. Grâce à la concurrence, ils n'ont point à craindre de grandes variations dans les prix.

Mais il n'en est pas de même quant aux deux autres classes de la société.

Si la production est nulle, les *maîtres* se rejettent à la consommation mesquine de l'ouvrier qui travaille, et les *ouvriers* se voient obligés de vivre comme les *mendiants*.

Quelle peut donc être la cause de ces variations dans la production?

Vous devez bien voir, d'après tout ce qui précède, qu'en vérité cette production ne relève aucunement et ne peut relever de la consommation des ouvriers, puisque cette consommation, qui se traduit par une augmentation de production, et partant de travail, dépend entièrement de l'occupation même des ouvriers. En d'autres termes, il ne faut point tenir compte de la production qui satisfait à la consommation des ouvriers; elle ne peut être envisagée comme cause influente dans les variations qu'éprouve la production, puisqu'elle en est au contraire une conséquence.

Reste la consommation des propriétaires; et comme celle-là ne trouve point de compensation dans le travail de ces hommes, il en résulte clairement qu'elle seule préside aux variations éprouvées par la production.

Que les propriétaires soient nombreux, qu'il faille une énorme quantité de produits pour satisfaire leurs besoins sans cesse renaissans, et voyez en effet ce que devient la société.

Les maîtres se livrent avec ardeur à la production; leurs gains sont assurés, la concurrence est presque nulle en ses effets.

Les ouvriers sont tous occupés, leur salaire est élevé.

Dans un tel état de choses, la classe qui court risque d'être misérable est précisément celle des *propriétaires*.

Mais faisons une supposition différente : que les propriétaires soient en petit nombre, que leurs besoins soient bornés, et qu'il y ait une quantité énorme de *maîtres* et d'*ouvriers*; la société vous offre le tableau suivant : la concurrence est énorme et dévorante, elle décime les *maîtres*; le travail est nul ou à peu près, et les *ouvriers* sont réduits à mendier ou à mourir.

Dans ce cas, une seule classe est heureuse, celle des *propriétaires*.

Est-il besoin de vous dire que cette supposition n'est, hélas ! que la réalité ?

Voulez-vous dans l'histoire un exemple frappant de ces deux

effets divers? voyez l'Angleterre, et principalement la compagnie des Indes.

L'Angleterre fut pendant long-temps la pourvoyeuse des autres nations, c'est-à-dire qu'elle ne renfermait qu'une population de maîtres et d'ouvriers, dont les propriétaires étaient les autres nations. Et comme ces maîtres et ces ouvriers étaient en petit nombre en comparaison des besoins qu'ils avaient à satisfaire, ils développèrent en leur île ce commerce immense qui se réduit chaque jour à des dimensions plus modestes, et les nations voisines furent souvent les victimes de ce monopole commercial qu'ils exercèrent.

Aujourd'hui que les nations se sont affranchies de ce monopole, il ne reste plus à l'Angleterre qu'une population immense de maîtres et d'ouvriers, sans propriétaires qui puissent consommer l'immense production qu'ils ont mise au monde ou qu'ils peuvent y mettre; et dès lors apparaissent les banqueroutes, les faillites, la fermeture des ateliers, les soulèvements d'ouvriers mourant de faim et sans travail, l'augmentation de la taxe des pauvres, etc., etc.

Le spectacle que nous présente la France est donc celui-ci :

Une grande industrie pour subvenir aux besoins des riches, une petite industrie subvenant aux besoins des pauvres; cette dernière complètement subordonnée à la première.

Ne vous méprenez pas sur la valeur de ces deux adjectifs, *grande et petite*; ils veulent désigner uniquement la nature et non la quantité des produits.

Les riches sont peu nombreux; la grande industrie, qui satisfait à leurs besoins, offre donc peu de travail aux pauvres, et limite ainsi le développement de la petite industrie.

Le peuple est donc livré pieds et poings liés à la fortune, au caprice des riches; il ne consomme; il ne vit qu'à la condition que les riches consommeront eux-mêmes.

Si donc, en ce moment, nous reproduisons la question que nous nous sommes posée : *Quelle est, dans l'état actuel de la so-*

ciété en France, la cause dont relève la production, nous ne dirions pas, avec les disciples de Smith, confondant ce qui doit être séparé : La production ne relève que de la consommation ; nous dirions : Il y a en France trois classes et trois productions : la première, celle qui satisfait aux besoins des riches, ne relève, comme l'a dit Smith, que de la consommation, mais que de celle des riches ; la seconde, celle qui satisfait aux besoins des ouvriers, ne relève en aucune façon de la consommation de ces ouvriers, mais bien de celle des riches ; la troisième, enfin, est celle qui satisfait aux besoins des pauvres, des mendiants ; elle ne relève que de la pitié que leur sort inspire aux cœurs des heureux du siècle.

Quant à la production qui satisfait aux besoins des maîtres, il est inutile d'en faire mention. Les maîtres, sous ce rapport, se rangent, suivant que leurs affaires vont bien ou mal, dans la classe des riches, dans celle des ouvriers, ou même dans celle des mendiants.

Voilà donc l'ordre social que l'on veut que nous admirions ! Une classe, une seule sur trois, et la plus petite en nombre, vivant de sa vie propre, satisfaisant ses besoins et ses désirs parce qu'elle les a, comme un arbre dont les puissantes racines plongent en une terre fertile et donnent autant de fleurs, autant de fruits que son organisation en comporte ; et deux autres classes s'échelonnant sur elle comme des parasites de nature diverse, ne vivant point de la vie qui les anime, ne satisfaisant point les besoins et les désirs qui les dévorent, mais subordonnant leur vie à celle de cette première classe, la satisfaction de leurs besoins à la satisfaction des besoins, des désirs, et des caprices de cette classe première ! Où donc peut-il y avoir *égalité, liberté*, là où l'on ne trouve qu'une classe vivant de sa vie propre, et deux autres classes, ses parasites, ne vivant que d'une vie d'emprunt ?

Économistes, voilà ce qui est, voilà ce que vous avez pressenti, mais ce que vous n'avez pas vu.

Vous l'avez pressenti; car toute votre sollicitude, toute votre pitié pour les souffrances des pauvres et des ouvriers, vous ont fait tourner les regards vers la classe des riches. Qu'avez-vous donc découvert, que pouviez-vous découvrir pour remédier à ces souffrances? Rien; car vous en ignoriez complètement la cause.

Les ouvriers et les pauvres sont les parasites des riches; voilà le fait: augmentez la fortune de ces riches, augmentez leurs besoins, développez en eux les désirs frivoles, les caprices sans frein; prêchez-leur la dissipation, faites naître en eux le vice et son hideux cortège; car voilà tout ce que vous avez essayé de faire, voilà ce que vous avez proclamé sans honte et sans pudeur du haut de la tribune nationale par la bouche de M. Charles Dupin. Et quand les riches auront suivi vos conseils, qu'en résultera-t-il? Les classes parasites en seront-elles plus heureuses, deviendront-elles libres et égales de cette troisième classe qui les porte sur elle et qui puise sa vie immédiatement dans le sol? Non, ne le croyez pas. D'ailleurs vos efforts sont vains; vous perdriez votre peine à prêcher le vice et l'immoralité aux classes élevées: la vie de l'homme tend sans cesse à s'épurer.

Il fut un temps où, sans prêcher l'immoralité aux riches, et sans rien toucher à cet ordre social où règnent l'injustice, l'esclavage, trois classes, une nation pouvait espérer jouir d'un sort assez prospère. Elle pouvait se créer un immense commerce; ne trouvant pas en son sein la consommation des riches suffisante pour entretenir la vie des ouvriers, il lui était possible d'y remédier en accaparant la consommation des autres peuples. Mais ce temps est passé: l'Angleterre décline, l'Amérique épuisera bientôt toutes les ressources de sa position et de son sol. Une phase nouvelle dans la vie des nations s'est levée pour l'Europe; désormais ni l'Angleterre ni la France ne peuvent espérer trouver dans le commerce un remède aux souffrances de leurs pauvres et de leurs ouvriers. Il faut qu'elles le cherchent ailleurs;

et puisque les maux de ces ouvriers et de ces pauvres viennent uniquement de ce qu'ils n'ont point de vie propre, de ce que leurs racines ne plongent point dans le sol, source de toutes richesses, mais rampent à la surface de ce qui fait la vie des riches, ce qu'il faut faire c'est de les enlever doucement de cette surface, prenant garde de nuire en quoi que ce soit à la vie du riche, et de les porter sur la terre où bientôt leurs racines atrophiées, expirantes, recouvreront une vigueur nouvelle et inconnue.

Telle est la solution, toujours la même, à laquelle nous mènent nos examens successifs des diverses questions économiques. Nous voulons savoir ce qu'il faut faire pour améliorer le sort du peuple; et quand les analyses des disciples de l'école anglaise n'aboutissent qu'à prêcher, en définitive, *l'immoralité des excès* et le vice aux classes élevées, *l'immoralité de l'abnégation* et la souffrance aux classes inférieures; quand elles ne tendent qu'à perpétuer au sein des nations l'inégalité et l'esclavage; nos analyses, au contraire, nous montrent toujours une seule et même chose comme source de l'esclavage, de l'inégalité, de la misère, et nous font entrevoir une solution du problème radicale, complète, et dans le sens que notre cœur désire.

Si vous êtes convaincus de la vérité de mon analyse, les évènements qui se sont succédés depuis juillet 1850 doivent vous apparaître sous un jour nouveau. Vous apprécierez facilement quelle est la valeur réelle de toutes ces questions commerciales qu'on agite aujourd'hui, quelle est la valeur politique de tous ces travaux industriels que l'on veut entreprendre ou que l'on achève. On crie sans cesse au peuple : « Attends, les travaux vont reprendre, le commerce va reflourir, des débouchés nouveaux vont s'ouvrir; l'avenir est beau pour toi, mais c'est à condition que tu attendras dans le silence. Tes promenades, tes pleurs, tes demandes tumultueuses effraient; et les travaux ne se hâtent point de reprendre, et le commerce continue à languir, et les débouchés, prêts à s'ouvrir, se ferment, et l'avenir est triste. »

Mensonge que tout cela ! mensonge, pour retarder ce qui est inévitable, l'affranchissement du peuple !

Peuple, ils ont raison ces hommes, quand ils te disent que tes associations, tes refus de travailler ou tes longues et douloureuses promenades au sein des villes, ne remédient point à tes douleurs, qu'ils les aggravent au contraire en inspirant l'effroi à ceux qui te font vivre par leur consommation : mais ils ont tort, quand ils te parlent d'un avenir heureux fondé sur le salaire, quand ils te parlent de travaux, de commerce, de débouchés. Travaux, commerce, débouchés, tout cela est frappé d'insuffisance avant que de naître ; tout cela ne peut te donner qu'une fraction imperceptible des choses que tu réclames et auxquelles tu as droit. Tu vis de ton travail, mais ce travail est à la merci des riches. Ce n'est pas la faute de ces riches s'il en est ainsi ; c'est la suite nécessaire, fatale, des développemens antérieurs de la vie sociale de la France. Ce qu'il faut pour que tu sois heureux, c'est que ton travail cesse d'être subordonné à la consommation des riches, c'est que les riches n'aient plus besoin de toi pour l'être. Or ces choses ne peuvent exister qu'à la condition d'un *changement dans la constitution de la propriété.*

JULES LEROUX.